

LA PRESSE EN REVUE...

JEUDI 2 MARS 2017

SOMMAIRE

- 1) **Ils l'ont été à la primaire : Valls cherche une revanche...**
- 2) **Encore la corrida de Valls...**
- 3) **L'histoire risque de se reproduire**
- 4) **L'intouchable Fillon...**
- 5) **Pas beau à voir de l'étranger...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Accord Hamon-Jadot : Manuel Valls ne comprend pas pourquoi les militants socialistes n'ont pas été consultés



Valls à Hamon, le soir du 2e tour de la primaire : "Je te laisse un mois de répit, après je te dégomme". © ERIC FEFERBERG / AFP



Victor Dhollande-Monnier
victor.dhollande@europel.fr

On ne l'avait plus entendu depuis **sa défaite à la primaire de la Belle Alliance Populaire**. Un mois de silence. Un mois mais pas un jour de plus. Mardi 28 février, il a réuni ses plus proches pour un déjeuner au ministère de la Famille. **Selon les informations d'Europe 1**, le ministre de la Justice Jean-Jacques Urvoas, la secrétaire d'Etat chargée de l'Aide aux victimes Juliette Méadel, le secrétaire d'Etat au Développement Jean-Marie Le Guen, ou encore le député Malek Boutih étaient conviés pour ce grand come back. **Et pour son retour, Manuel Valls est colère**. Remonté comme un coucou contre Benoît Hamon.

L'ancien Premier ministre torpille l'alliance Hamon-Jadot. Dans des propos que le Canard enchaîné du 1er mars rapporte, il dit :

Puisque les militants d'Europe Ecologie ont été consultés sur l'accord avec le PS, pourquoi les militants socialistes ne le seraient-ils pas ?

Yanick Jadot a retiré sa candidature au profit de Benoît Hamon avant même le résultat de la consultation des militants d'EELV. Mais **ces derniers lui ont donné raison a posteriori en entérinant cet accord, dimanche 26 février, à plus de 79%**.

Pour Manuel Valls, Benoît Hamon est en fait trop à gauche. Selon l'ex-locataire de Matignon, **le candidat de la gauche a "rompu avec la ligne réformiste du PS"**. Il explique au Canard enchaîné :

Hamon a rompu avec la ligne réformiste du PS. Il est sur un programme **écolo-gauchiste** qui tourne le dos non seulement à ce que nous avons fait depuis trois ans, mais aussi au discours de Montebourg sur la gauche industrielle et la gauche du travail. **C'est une reprise des revendications de tous les zadistes du monde**.

Manuel Valls va même encore plus loin :

[Le programme de Benoît Hamon], c'est celui de Terra Nova, qui prônait l'alliance entre les bobos et les banlieues. **C'est un recyclage de l'écologie d'extrême gauche**.

Et l'ancien premier ministre n'est pas

franchement très optimiste sur les chances de victoire de Benoît Hamon. "Il finira au-dessous de 10%", pronostique-t-il.

Au-delà des critiques, Manuel Valls est confronté à un sacré choix : appeler ses proches à la loyauté envers le vainqueur de la primaire PS, ou leur laisser - discrètement - la liberté de rejoindre l'ancien ministre de l'Economie. L'un de ses bras droits a, semble-t-il, avancé un début de réponse mardi 28 février. Et pour cause, **Jean-Marie Le Guen a affirmé qu'il ne donnera pas son parrainage à Benoît Hamon**.

lelab.europel.fr

II) Valls dézingue Hamon dans "Le Canard enchaîné" : "Il finira en-dessous des 10%"

Après Jean-Marie Le Guen qui ne donnera pas son parrainage à Benoît Hamon car il le trouve "trop gauchiste", Manuel Valls serait en train d'organiser la résistance des réformateurs qui ne se reconnaissent pas dans le programme du candidat socialiste à l'élection présidentielle. Au point de se mettre en marche vers Macron...

Melinda DAVAN-SOULAS

Que cette journée de mardi a dû paraître longue et éprouvante pour Benoît Hamon ! Le candidat socialiste à la présidentielle a essuyé les attaques de toutes parts de son propre camp et vu réapparaître un socialiste dont il se serait bien passé.

Cela a commencé tôt, sur RTL. "Aujourd'hui, Benoît Hamon, je le constate dans le programme qui était le sien mais surtout dans celui qu'il a passé avec les Verts, est en rupture avec sa famille politique. **C'est un programme de gauche radicalisée**", a lâché **Jean-Marie Le Guen**. Comme le secrétaire d'Etat, soutien de longue date de Manuel Valls, une "dizaine de parlementaires socialistes" tendance réformateurs ne donneront pas leur parrainage au candidat PS dont ils pointent du doigt un manque de respect de toutes les sensibilités du parti. Une "stratégie"

qui va l'exclure, selon lui, du second tour de la présidentielle s'il ne "rectifie" pas sa ligne.

Cofondateur du pôle des réformateurs du PS, le député du Val-d'Oise Philippe Doucet a, lui, déploré sur BFMTV le temps consacré à Yannick Jadot pour "un accord pour 1 à 2% de son électorat", celui "infini à vouloir prendre un café avec Jean-Luc Mélenchon" et juge "incompréhensible" que Benoît Hamon ne s'occupe pas "des centaines de milliers de Français (qui partent) vers Emmanuel Macron". "Il y en a qui sont tentés de rallier Macron tout de suite, d'autres plus tard, d'autres sont plus attentistes...", reconnaît le député Gilles Savary, qui dit attendre la présentation du programme de l'ancien ministre de l'Economie jeudi.

Les ex-pro-Valls en ordre de marche

Une mise en bouche pour Hamon en attendant le morceau de choix : le retour de Manuel Valls sur le devant de la scène, un mois après son revers à la primaire citoyenne de la gauche. Selon Le Canard Enchaîné à paraître ce mercredi, l'ancien Premier ministre et ses proches voudraient même mettre un peu de pression sur l'ex-frondeur, devenu fer de lance des socialistes. Alors, après les petites phrases, les grandes manœuvres se préparent.

Valls a ainsi réuni ses soutiens au ministère de la Famille (tenu par une proche, Laurence Rossignol), après avoir rassemblé les députés réformateurs à l'Assemblée nationale pour débattre. D'après Europe 1, le ministre de la Justice Jean-Jacques Urvoas, la secrétaire d'Etat chargée de l'Aide aux victimes Juliette Méadel, Jean-Marie Le Guen ou encore le député Malek Boutih (qui avait sévèrement critiqué le discours de Hamon sur la laïcité) étaient présents pour faire le point sur la marche à suivre.

« Une reprise des revendications de zadistes Valls » sur l'accord Hamon-Jadot

Et dans le collimateur de l'ancien pensionnaire de Matignon et ses soutiens, l'accord Hamon-Jadot. "C'est mon rôle de dire attention !", estime Manuel Valls devant ses troupes. Pour lui, toute cette situation pourrait être le début d'un exode de socialistes en marche pour rejoindre Emmanuel Macron. "Hamon a rompu avec la ligne réformiste du PS. Il est sur un programme écolo-gauchiste qui tourne le dos non seulement à ce

que nous avons fait depuis trois ans, mais aussi au discours de Montebourg sur la gauche industrielle et la gauche du travail. C'est une reprise des revendications de tous les zadistes du monde", explique Valls dans le Canard Enchaîné.

Pour Valls, les militants socialistes auraient dû être, comme leurs homologues écologistes, consultés sur l'accord et l'entériner ou non. "Puisque les militants d'Europe Ecologie ont été consultés sur l'accord avec le PS, pourquoi les militants socialistes ne le seraient-ils pas ?", rapporte l'hebdomadaire des propos de Valls. Ce dernier attaque même directement le programme de son ancien rival à l'investiture, jugeant qu'il s'apparente à "celui de Terra Nova, qui prônait l'alliance entre les bobos et la banlieue. C'est un recyclage de l'écologie d'extrême gauche." Pour lui, la sentence est sans appel : Hamon finira "au-dessous de 10%".

(En) marche ou explose ?

Quid alors de l'avenir du PS ? Selon un député socialiste qui s'est exprimé sous couvert d'anonymat auprès de LCI, l'éclatement du PS, "ce sera en juin avec le choix du groupe : PS ou En marche ?".

"Il faut se préparer à la recomposition de la scène politique, de la gauche", prédit Valls, qui appelle aussi à "rester ensemble pour que le réformisme puisse continuer à être incarné". Du côté de l'ancien ministre de l'Education, cette "fronde" n'est pas du meilleur goût et les sourires sont de plus en plus crispés face au déluge de critiques. S'ils ne veulent pas se rallier à Hamon, on enjoint désormais les "réformateurs" à avoir "le courage de rejoindre directement Emmanuel Macron". "On ne peut pas rester dans cette espèce d'entre-deux et passer plus de temps à torpiller son propre camp", déplore Jérôme Guedj, porte-parole du candidat PS, sur RTL.

Mais mardi soir, l'ex-chef du gouvernement et ses soutiens ont accepté de "jouer collectif" si Benoît Hamon revenait sur sa ligne idéologique jugée "trop radicale", révèle Europe 1. Loin d'eux l'idée de tout faire implorer, mais plutôt la recherche d'une solution pour soutenir tout en pesant aussi sur la campagne du candidat. "Nous avons conclu sur la nécessité de jouer collectif," reconnaît un député vallsiste auprès de Reuters. "On fait le maximum pour essayer de ramener le candidat au centre". Le recentrer ou partir en somme.



Renaud Pila @renaudpila
Les "réformateurs" du PS devraient officiellement rallier Macron dans 15 jours.
Une dizaine de députés supplémentaires

lci.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Pour conjurer le spectre des années 30

Par Laurent Mauduit

Le spectre des années 1930 pèse sur la vie politique française. Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon seraient bien inspirés de s'en souvenir : à afficher sans cesse leurs divisions, ils risquent de contribuer à la catastrophe démocratique qui menace. Sans se renier, une autre voie s'offre pourtant à eux : se mettre d'accord au moins sur une refondation démocratique et enclencher ensemble une dynamique dans le pays.

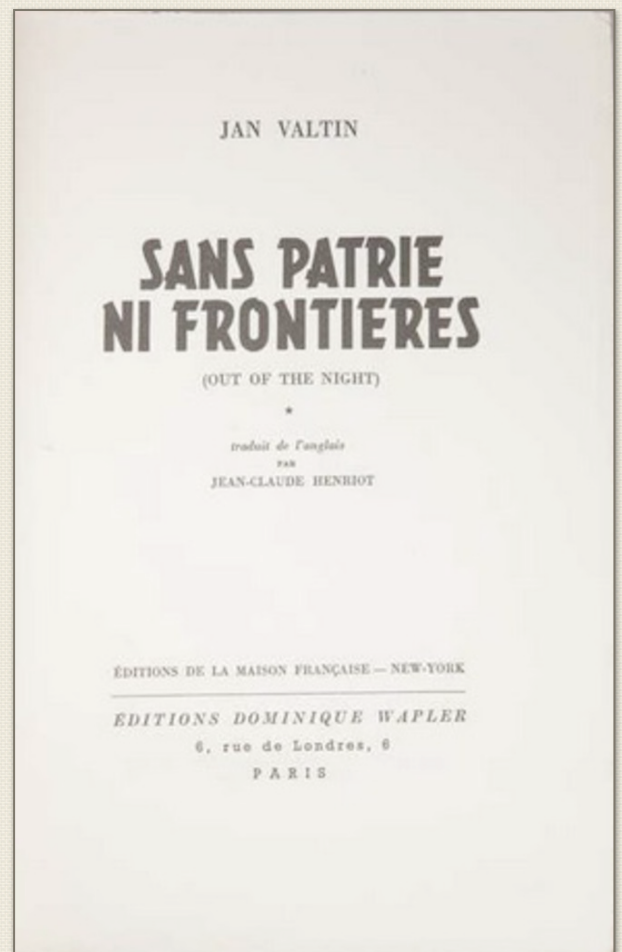
C'est peu dire que le spectre des années 1930 pèse sur la vie publique française. Quand la grande crise économique planétaire a commencé en 2007, la comparaison a commencé à s'imposer dans les esprits. Mais voici qu'elle trouve aujourd'hui une pertinence politique. Le pays assiste, impuissant et médusé, à une histoire pathétique qui semble bégayer : la gauche est incapable de surmonter ses divisions et ses détestations recuites, au moment même où l'extrême droite semble aux portes du pouvoir et où le pays est menacé d'une catastrophe démocratique.

Il faut bien sûr se défier de convoquer l'Histoire pour juger des temps présents, car du début des années 1930 à aujourd'hui, il y a des différences notables. Il ne faut donc s'y résoudre qu'avec

d'infinies précautions. Pour une raison majeure : le stalinisme est au début des années 30 à son apogée, et impose avec violence à la gauche européenne une division sans précédent.

C'est à l'époque la célèbre et détestable « troisième période » de l'Internationale communiste – que Léon Trotski (1879-1940) baptise, en titre d'une brochure, la « troisième période d'erreurs de l'Internationale communiste ». À l'instigation de son chef, le Bulgare Dimitrov (1882-1949) qui obéit fidèlement aux directives de Staline (1878-1953), la IIIe Internationale donne instruction à tous les partis communistes européens de se lancer, à partir de 1927 et jusqu'en 1934-1935, dans une politique dite « classe contre classe », aux termes de laquelle les socialistes sont désignés comme les premiers ennemis. Ils ne sont plus des « sociaux-démocrates » : ils sont qualifiés, au choix, de « sociaux-traîtres » ou de « sociaux-fascistes ».

En France, sous l'impulsion de Maurice Thorez (1900-1964), le Parti communiste se lance donc à corps perdu dans cette politique, et invite ses militants à « plumer la volaille socialiste ». L'orientation est d'autant plus suicidaire que l'extrême droite est de plus en plus menaçante, comme le révéleront les émeutes du 6 février 1934.



L'une des premières éditions en français

En Allemagne, le très puissant Parti communiste dirigé par Ernst Thälmann (1886-1944) applique avec encore plus d'aveuglement et de sectarisme les consignes absurdes du Komintern : il stigmatise avec violence le SPD, au moment même où Hitler commence à avoir une influence croissante. Dans un livre formidable qui marquera plusieurs générations de militants de gauche, Sans patrie ni frontières, le jeune communiste Jan Valtin (1905-1951), qui deviendra ultérieurement un agent soviétique, racontera comment, membre du service d'ordre du Parti communiste à Hambourg, il avait été convié à participer à des attaques de réunions du SPD, en association avec des groupes liés aux jeunesses hitlériennes.

Ces coups de main abominables sont d'ailleurs à l'époque assumés par la direction du Parti communiste allemand, selon lequel le nazisme est sans doute un passage obligé avant le communisme. « Après Hitler, Thälmann », scandent les staliniens allemands dans les manifestations publiques.

Et on sait à quoi cette folie a conduit : le Parti communiste allemand a préparé les conditions politiques de la victoire de Hitler et a préféré son propre suicide à un appel à l'unité des rangs de la gauche, pour déjouer le danger hitlérien.

Avec cette époque, il est donc difficile de trouver aujourd'hui de nombreux points de comparaison. Le Mur s'est effondré, et le stalinisme a été renvoyé dans les poubelles de l'Histoire, avec le cortège de crimes et d'abominations qu'il a engendrés. Mais ces événements tumultueux et dramatiques portent quelques enseignements majeurs, qu'il serait irresponsable de balayer d'un revers de main. Des enseignements que l'on peut résumer par quelques questions : quand la démocratie est menacée, quand le pays est sous le danger d'une catastrophe historique, la première des urgences, la seule, n'est-elle pas de la conjurer ? Est-il encore temps de barguigner sur les différences programmatiques qui opposent tel parti de gauche à tel autre, plutôt que de tout mettre en œuvre pour faire barrage aux dangers qui se profilent ?

LAPRESSEENREVUE.EU

C'est évidemment la leçon de ces années 30 : seul un front commun du Parti communiste allemand et du SPD aurait été de nature à faire barrage à Hitler. Et cette leçon garde de nos jours une très forte actualité : si la gauche française dans ses différentes composantes ne parvient pas à s'accorder, si Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon, qui en sont actuellement les figures de proue, ne parviennent pas à s'entendre, le danger Le Pen ne pourra peut-être pas être écarté. Et la République pourrait alors être menacée.

Il faut, certes, entendre les objections de Jean-Luc Mélenchon et celles de ses partisans de la France insoumise. En résumé, ce quinquennat socialiste qui s'achève a été une duperie et a grandement contribué à faire monter la colère dans le pays, y compris la colère protestataire radicale, qui a installé progressivement le Front national aux portes du pouvoir. Par la politique économique et sociale très inégalitaire qu'il a conduite, par la politique sécuritaire très ancrée à droite, le pouvoir socialiste est le premier responsable de cette dangereuse poussée de l'extrême droite. Et Benoît Hamon, lui-même, n'a pas toujours été le frondeur socialiste qu'il prétend être aujourd'hui : en d'autres temps, pas très reculés, il a été un ministre très coopératif et discipliné d'un gouvernement néolibéral, et a même passé alliance, comme Arnaud Montebourg, avec Manuel Valls quand ce dernier a été désigné premier ministre par François Hollande.

Dans le même registre, il est tout aussi indiscutable qu'il existe entre les deux courants principaux de la gauche des différences majeures, à commencer par l'Europe, et d'autres plus mineures (comme le revenu universel d'existence...) mais qui sont sérieuses. Tout cela est exact.

Mettre « notre peuple dans la confiance »

Mais la question majeure reste entière : si d'aventure la catastrophe démocratique devait se produire, si Marine Le Pen devait être portée à l'Élysée en mai 2017, c'est à cette aune-là que l'Histoire jugerait tous les dirigeants politiques français. Et Jean-Luc Mélenchon ne pourrait lui-même éluder sa propre responsabilité : aura-t-il tout tenté pour rassembler toutes les énergies dans le pays, pour enclencher une dynamique d'espoir afin d'écartier ce danger ?

C'est cette interpellation précieuse que porte

l'appel que Mediapart, Libération et Regards ont lancée conjointement en faveur d'un débat entre le leader socialiste et celui de la France insoumise, appel que l'on peut consulter ici : "Pourquoi nous voulons un débat public Hamon/Mélenchon".

Dans la mise en scène des désaccords qui opposent Jean-Luc Mélenchon à Benoît Hamon, il y a un premier aspect surprenant : c'est la manière dont les choses se sont dénouées. Tout s'est déroulé de manière confidentielle, presque cachée, comme si le « peuple de gauche », ou ce qu'il en reste, n'avait pas besoin d'en être informé, comme le rappelle à juste titre cet appel de nos trois journaux : « Benoît Hamon et Jean-Luc Mélenchon seront donc tous les deux candidats à la présidentielle "jusqu'au bout". C'est ce qui a été acté lors d'un dîner entre les deux hommes vendredi soir, dans un restaurant chilien du quartier Ménilmontant, à Paris. Dîner tenu secret et à huis clos, et dont l'existence a été révélée par un collaborateur du site culturel Diacritik qui se trouvait là par hasard. Les entourages ont dû confirmer puis les deux candidats commenter en quelques phrases lapidaires l'impossibilité d'une fusion des candidatures et d'une union de la gauche. »



Marc Bloch

Tout cela fait très vieille politique, style IIIe République. Comme par contraste, les célèbres mises en garde du grand républicain Marc Bloch (1886-1944), au lendemain d'une autre catastrophe démocratique, reviennent en mémoire. Parlant, dans son célèbre

essai *L'Étrange Défaite* (le livre peut être téléchargé ici), écrit au lendemain de la débâcle de juin 1940, de la tâche des dirigeants qui reconstruiront la République, il avait eu cette formule : « Nous les supplions seulement d'éviter la sécheresse des régimes qui, par rancune ou orgueil, prétendent dominer les foules, sans les instruire ni communier avec elles. Notre peuple mérite qu'on se fie à lui et qu'on le mette dans la confiance. »

Pas d'orgueil donc – il est des dirigeants à gauche

qui n'en manquent pas ! –, ni de rancune : la défense de la République face au danger Le Pen mérite assurément, aujourd'hui encore, que l'on mette « notre peuple (...) dans la confiance ».

C'est d'autant plus possible que chacun peut s'y résoudre sans se renier, sans donner le sentiment au pays de se lancer dans de dérisoires ou obscures combinaisons politiques. Là encore, on entend bien l'objection des partisans de Jean-Luc Mélenchon. Après avoir préparé depuis de si longs mois un programme en rupture avec la politique économique et sociale de ce quinquennat, la France insoumise ne se discréditerait-elle pas en se lançant, quelques semaines à peine avant l'élection présidentielle, dans des négociations avec le candidat socialiste, qui s'apparenteraient à une détestable petite tambouille politicienne ?

Ce n'est pourtant pas de cela qu'il s'agit, car un sursaut est possible. Sans que quiconque n'abandonne ses projets ni ses ambitions. C'est ce que dit aussi l'appel de nos trois journaux : « Un point notamment nous semble devoir faire l'objet d'une discussion : celui de la réforme institutionnelle dans une démocratie à bout de souffle. Assemblée constituante voulue par le candidat Mélenchon ; changement de République et de système de représentation politique chez le candidat Hamon : n'y a-t-il pas là un socle commun à partir duquel, justement, se redéfiniront les politiques à mettre en œuvre ? »

En somme, sans renoncer ni l'un ni l'autre à leur candidature, sans renoncer à défendre chacun leur projet, qui n'est pas le même, les deux candidats de gauche pourraient se mettre d'accord sur une seule mesure : quel que soit le vainqueur accédant à l'Élysée, confier les pouvoirs à une assemblée constituante, ou à une assemblée renouvelée – qu'importe le vocable choisi. Se mettre d'accord pour redonner la parole au peuple, et aux élus de la nation. Parier en somme sur la force de la démocratie, contre le danger lepéniste. Parier sur la démocratie et faire front ensemble contre l'extrême droite. S'afficher ensemble et, du même coup, enclencher une dynamique.



Faute de cela, que va-t-il se passer ? À gauche, chacun le pressent et le craint. Jean-Luc Mélenchon sait pertinemment qu'il n'a aucune chance de gagner seul – et son principal allié qu'est le Parti communiste ne manque pas de le lui rappeler, même si c'est avec des arrière-pensées. Et Benoît Hamon sait qu'il en va de même pour lui, même s'il multiplie les déclarations publiques (de mauvaise foi) pour dire le contraire et tenter d'accréditer l'idée qu'il peut être élu.

Mais les deux candidats savent exactement à quoi s'en tenir : les choix politiques qu'ils ont faits peuvent les conduire à une élimination dès le premier tour de l'élection présidentielle. Avec un choix mortifère au second tour pour les citoyens dont les convictions sont restées envers et contre tout à gauche : départager Macron/Le Pen ou Fillon/Le Pen.

Dans cette hypothèse, Jean-Luc Mélenchon pourrait alors certes se réjouir de ne pas avoir entaché la pureté cristalline de son programme ni conclu d'accord sur un coin de table avec un Parti socialiste qui n'a pas changé dans ses profondeurs, puisqu'il veut investir Myriam El Khomri comme candidate aux législatives à Paris, celle-là même qui a donné son nom à la réforme la plus controversée de ce quinquennat. Même défait, Benoît Hamon pourrait de son côté se réjouir d'aborder le prochain congrès socialiste dans des conditions favorables. Il n'empêche ! Bien des citoyens pourraient à bon droit en ressentir une forte amertume et estimer que ces intérêts de boutique ou ces hubris personnelles sont bien dérisoires au regard de la gravité des événements.



Au-delà de l'appel de nos trois journaux, c'est cette interpellation qui commence à se faire jour, dans beaucoup de cercles démocratiques, politiques ou intellectuels. Un exemple parmi de

très nombreux autres, ce tweet de l'écrivain Patrick Chamoiseau que l'on peut consulter ci-contre, dont l'apostrophe vaut comme une solennelle mise en garde : « La radicalité sans démarche solidaire n'est qu'une vanité. La démarche solidaire sans radicalité s'en va au gouffre de la continuité. »

Alors, si telle était bel et bien la configuration politique française, si la gauche dans ses deux principales composantes était éliminée à l'issue du premier tour, Jean-Luc Mélenchon et Benoît Hamon n'en seraient-ils pas en partie responsables ? Pour l'heure, ils prennent l'un et l'autre le risque de la défaite, dans des conditions historiquement très graves. Et ils s'exposent à la critique que le même Marc Bloch adressait aux élites françaises qui n'avaient pas voulu se dresser contre la débâcle française, depuis longtemps prévisible, en faisant ce terrible constat : « Le pis est que nos adversaires n'y furent pas pour grand-chose. »

S'ils le voulaient, une autre voie est pourtant possible. Sans doute est-ce bien tard, mais ils ont le pouvoir d'enclencher une dynamique dans le pays.

mediapart.fr

IV) Fillon : Hollande s'élève contre « toute mise en cause des magistrats »

De Benoît Hamon à Florian Philippot, les responsables politiques ont réagi avec virulence, mercredi 1er mars, au maintien de la candidature de François Fillon.

LE MONDE

« Tolérance zéro », « une campagne médiocre », « un péril pour les institutions de la République... »

« La décision de François Fillon de maintenir sa candidature malgré l'annonce de sa convocation par des juges d'instruction, le 15 mars, a suscité un flot de réactions parmi les responsables politiques.

Ainsi, François Hollande s'élève solennellement contre « toute mise en cause des magistrats ». « Une candidature à l'élection présidentielle n'autorise pas à jeter la suspicion sur le travail des policiers et des juges », a déclaré, mercredi 1er mars, le président de la République dans un communiqué. Avant d'ajouter : « Je rappelle que nul ne peut se soustraire à la justice. »

« Je ne suis pas favorable à une trêve parce que je suis pour la tolérance zéro, mais pour tout le monde », a déclaré Emmanuel Macron, un peu plus tôt, en marge d'une visite au Salon de l'agriculture. « On ne peut pas être favorable à la tolérance zéro simplement quand elle concerne les autres. » « Pour ce qui est du domaine public et de la vie politique, les Français seront juges », a déclaré le candidat d'En marche ! « Mais ne donnons pas au vote démocratique le rôle de l'absolution, a-t-il ajouté. Ça fait plusieurs fois cette semaine que M. Fillon choisit d'utiliser des grands mots (...). Il y a des assassinats, ça ne correspond pas à cela. Il y a des états de guerre civile. Ça ne correspond pas à ce que nous vivons dans le pays », a argué M. Macron.

« Ça me fait presque de la peine pour mes compatriotes qui auraient le droit d'avoir un candidat qui puisse être présentable, si j'ose dire », a déclaré, de son côté, Jean-Luc Mélenchon, candidat de La France insoumise, alors qu'il visitait mercredi un chantier de construction navale, à Concarneau (Finistère). « C'est l'élection la plus importante de notre pays et nous voici tous suspendus au sort de quelqu'un qui sait d'avance qu'il va être mis en examen, a fustigé le candidat de gauche. (...) Et donc chaque citoyen est sommé par son vote de lui voter une immunité. Ça revient à ça. »

« Une incroyable violence »

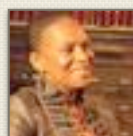
Egalement en déplacement en Bretagne, Benoît Hamon a dénoncé « une incroyable violence » dans les propos de François Fillon « à l'égard des magistrats et de la justice ». Pour le socialiste, le candidat de la droite « ne peut pas être celui qui dans des tracts demande que les procédures en justice soient accélérées, dénonce le laxisme de la justice sous Christiane Taubira, (...) et reproche ensuite aux juges de faire leur travail dans un contexte où il est légitime qu'il soit entendu par la justice ».

« Parler d'un "assassinat politique"... la réalité, c'est que c'est le feuilleton des affaires qui

concernent François Fillon qui rend aujourd'hui médiocre cette campagne présidentielle. »

Le ministre de la justice, Jean-Jacques Urvoas, a également vivement réagi aux déclarations de François Fillon comparant la procédure judiciaire le visant à un « assassinat politique ». Les juges d'instruction « conduisent leurs enquêtes en toute indépendance, de manière collégiale, dans le respect du contradictoire et de la présomption d'innocence », s'est ainsi défendu le garde des sceaux, dans un communiqué. « Le travail en cours des magistrats n'a pas à être commenté. »

Jean-Christophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, a, lui, déclaré dans un communiqué qu'« avec la décision de François Fillon de s'en prendre à la justice, comme le fit hier Marine Le Pen, nous assistons à une situation grave. Ces actes marquent, après bien d'autres, la décomposition de la droite ». Quant à Christiane Taubira, ancienne ministre de la justice, elle a rappelé sur Twitter que « la loi est la même pour tous, qu'elle punisse ou protège. Sous deux principes : indépendance de la justice et présomption d'innocence ».



Christiane Taubira @ChTaubira
La loi est la même pour tous, qu'elle punisse ou protège. Sous 2 principes : indépendance de la Justice et présomption d'innocence ChT

« Le vote Fillon n'est plus un vote utile »

De l'autre côté du spectre politique, Bruno Le Maire a annoncé avoir démissionné, au nom du « respect de la parole donnée », de ses fonctions auprès de François Fillon parce que ce dernier a renoncé à se retirer malgré ce qu'il avait promis en cas de mise en examen.

Nicolas Dupont-Aignan a, lui, jugé, dans un communiqué, que M. Fillon « prend en otage les électeurs de la droite et du centre, qui lui avaient fait confiance » « Le vote Fillon n'est plus un vote utile », a ajouté le candidat de Debout la France, qui « appelle l'ensemble des gaullistes et républicains à se rassembler derrière (sa) candidature ».

« J'ai envie de dire "tout ça pour ça !" », a lâché, de son côté, Florian Philippot. « Je vois également un paradoxe, une incohérence dans les propos de M. Fillon quand il parle d'assassinat politique et qu'il participe de cet assassinat, s'est indigné le numéro deux de Front national sur Europe 1. Il ne peut plus faire campagne sur le fond. »

Chez les *fillonistes*, on fait profil bas. « *Bien sûr qu'il [M. Fillon] est fragilisé, on ne va pas dire le contraire, mais on va rebondir et les Français commencent à être choqués, je peux vous le dire* », soutient le député LR Bernard Debré. « *Il faut respecter son choix de se battre aussi, il a le droit, non ? (...) Même si c'est pas facile* », a déclaré l'eurodéputée Nadine Morano.

lemonde.fr

V) Vu de l'étranger. Affaire Fillon : "Une campagne qui vire au cauchemar"

Courrier international - Paris



François Fillon lors de son allocution du 1er mars, à Paris. MUSTAFA YALCIN / ANADOLU AGENCY

Malgré une prochaine mise en examen liée à l'emploi possiblement fictif de sa femme, François Fillon a assuré poursuivre sa campagne pour la présidentielle, ce 1er mars. Une décision qui inquiète la presse étrangère.

En annonçant à la fois sa prochaine mise en examen et le maintien de sa candidature, François Fillon "a choisi de tout risquer, juge Le Temps : son avenir bien sûr, mais aussi celui de sa famille politique et, quelque part, celui de la cohésion républicaine dans une France où les juges et les médias sont désormais devenus des cibles pour les prétendants à la fonction suprême".

À l'instar du journal suisse, les médias étrangers se montrent plus préoccupés par la situation politique française que surpris par cette série

d'annonces du candidat des Républicains. "Cette campagne présidentielle française de toutes les péripéties est, plus que jamais, celle de tous les dangers", assure ainsi Le Temps.

En Allemagne, le **Spiegel Online** titre cet après-midi "Fillon formellement accusé" et écrit que, "même si les observateurs avaient déjà prédit une démission de François Fillon, celui-ci veut évidemment poursuivre la campagne malgré le scandale autour de l'emploi présumé fictif de sa femme".

Des promesses non tenues

Une décision qui ne surprend pas non plus outre mesure le journal néerlandais **Trouw**, qui souligne :

Très vite après les premières accusations, Fillon a opté pour l'attaque frontale. Il s'engage maintenant à aller jusqu'au bout, bien qu'il ait promis de retirer sa candidature en cas de mise en examen. Il est visiblement revenu sur cette promesse. Reste à voir si, ce faisant, il sert l'intérêt de sa famille, de son parti, et le sien propre. La prise de risque est énorme".

"François Fillon a-t-il abattu sa dernière carte ?" s'interroge **The Guardian**, qui ajoute : "En refusant de se retirer et en accusant l'État français de tentative d' 'assassinat' politique pas seulement contre lui, mais aussi contre le processus démocratique lui-même, Fillon a joué son dernier atout". Cinq semaines après les premières révélations du Canard enchaîné, "faire campagne sur le terrain est devenu extrêmement difficile pour le candidat, qui semble s'être retranché dans un bunker", écrit le quotidien.

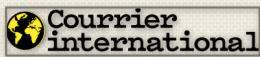
Une campagne cauchemardesque

Cet épisode intervient à la pire des périodes pour François Fillon, estime pour sa part **The Daily Telegraph**, "dans une semaine au cours de laquelle M. Fillon était supposé relancer sa campagne chancelante, avec pour point culminant la révélation de son programme samedi, convaincu que ses ennuis judiciaires étaient derrière lui". Et le journal italien **La Repubblica** de confirmer :

Sa campagne est en train de devenir un cauchemar, avec des protestations et des mouvements de contestation à chacun de ses meetings et à chacune de ses sorties publiques."

Pour **Il Foglio**, en Italie, *“plus que tout, on en a la confirmation aujourd’hui, François Fillon est véritablement thatcherien, y compris dans son obstination à vouloir demeurer le candidat de la droite française, animé par la conviction de se trouver du bon côté”*.

Le quotidien néerlandais **De Volkskrant** insiste, à sa manière, sur le caractère sans précédent de cette affaire politique : *“Si Fillon est élu, il bénéficiera de l’immunité pendant la durée de sa présidence. Mais pas Penelope. Ce qui pourrait donner lieu à une situation bien curieuse : Fillon à l’Élysée, Penelope devant le juge.”*



MAIS AUSSI :

Au QG de Fillon, fébrilité et «gouvernement» mis en cause



Par François Vignal

Un jour sans fin. La campagne de François Fillon semble se répéter. Plus de trois semaines après une conférence de presse de crise, revoilà à nouveau le candidat de la droite devant une masse de journalistes, à son QG. Début février, il avait présenté ses excuses aux Français tout en maintenant sa candidature, après les révélations du Canard enchaîné sur l’emploi présumé fictif de sa femme Pénélope en tant que collaboratrice parlementaire. A deux mois du premier tour, François Fillon annonce aujourd’hui sa future mise en examen, le 15 mars, dans cette affaire. Mais il maintient coûte que coûte sa candidature : *« Je ne céderai pas, je ne me rendrai pas, je ne me retirerai pas »*.

En présence de Bruno Retailleau, Valérie Pécresse et François Baroin, arrivés juste avant lui, le

candidat continue de dénoncer *« une enquête à charge »*, avec *« une présomption d’innocence complètement disparue »*. Sa convocation tombe deux jours avant la date limite de dépôt des 500 parrainages nécessaires pour se présenter, le 17 mars. *« C’est entièrement calculé pour m’empêcher d’être candidat »* soutient François Fillon. *« Nombre de mes amis parlent d’assassinat politique. C’est un assassinat, en effet »*. Et d’en appeler *« au peuple français »*, *« seul le suffrage universel peut décider »*.

Rumeurs et parlementaires sans infos

Quelques minutes avant, dans la grande salle de presse du QG, l’ambiance était étonnante, presque en apesanteur. Quelques parlementaires, comme la députée Isabelle Le Callennec ou la sénatrice Sophie Primas, membres de l’équipe Fillon, se sont mêlés aux journalistes. Ils ont fait le déplacement pour en savoir plus. Ils ne sont au courant de rien et se demandent, comme la presse, ce que va annoncer le candidat. *« J’étais venue ce matin. Je devais faire partie de la délégation de Fillon pour la visite au Salon de l’agriculture. Et on m’a dit un quart d’heure avant que c’était retardé... Et voilà »* raconte Sophie Primas.

Dans l’heure qui précède la déclaration, les rumeurs vont bon train. On parle d’une garde à vue de Pénélope Fillon, qui n’a en réalité pas lieu. La démission du directeur de campagne, Patrick Stefanini, est évoquée, avant d’être démentie. Dans la salle, certains relâchent la pression par le rire. *« Il va y avoir un malaise... Parce qu’il fait trop chaud ! »* lance une permanente de la campagne. *« Je stresse »* avoue une parlementaire LR, pour qui l’attente devient difficile.

Fillon est en retard. Derrière le rideau bleu du fond, une ombre passe. *« C’est le sens de la dramaturgie »* plaisante un élu. C’est Juppé ? *« Peut-être »* rigole (ou pas) le même. Un parlementaire s’inquiète. Et imagine le pire, en parlant au passé : *« C’était trop simple. On avait un beau projet, un beau candidat, on a fait une belle primaire »*. Quelques minutes plus tard, le même est soulagé : *« C’est reparti. Au boulot ! »* Longuet : *« Une procédure qui en l’espèce vient du parquet, c’est à dire du gouvernement »*

Les soutiens de Fillon font justement le boulot, après la déclaration. Fidèles à leur ligne de défense, il s’accusent une justice qui serait téléguidée par le pouvoir en place. *« Tout ça s’accélère à une vitesse incroyable. Pour un autre justiciable, ça ne s’accélérerait pas comme ça. (...) François Fillon est traité de façon hors*

norme » pense le député Eric Woerth.

Le sénateur Gérard Longuet dénonce une instruction « exclusivement à charge » et évoque « un sentiment d'embuscade préparée de main de maître ». L'ancien ministre de la Défense va même plus loin et vise « le gouvernement » : « Tout le monde peut être mis en examen. (Pour un candidat) c'est parfaitement anormal. Il faudra que la loi, dans l'avenir, prévoit des règles du jeu pour faire en sorte que les électeurs ne soient pas pris en otage par une procédure qui en l'espèce vient du parquet, c'est à dire du gouvernement, mais qui pourrait demain venir de quiconque à travers une plainte avec constitution de parti civile » souligne-t-il. Regardez :

Longuet sur Fillon : "Une procédure qui en l'espèce vient du parquet, c'est à dire du gouvernement"

<http://dai.ly/x5dl4g9>

« Mettre qui à sa place ? »

Reste que Fillon ne tient pas sa première parole de se retirer en cas de mise en examen. Le candidat avait par la suite certes fait comprendre qu'il irait jusqu'au bout, quoi qu'il arrive. Mais les mots sont là. « Comme tous les innocents, (...) il méconnaissait ce que les procédures judiciaires peuvent recéler de traquenards ou de manœuvres » met en avant Gérard Longuet, « et il est mis en examen alors qu'aucun élément de sa défense n'est pris en considération ». Pour Sophie Primas, « la procédure est complètement dévoyée, on voit bien que c'est une parodie de justice. La mise en examen est caduque » justifie la sénatrice des Yvelines.

Juste à côté, le député Bernard Debré dénonce « un acharnement... j'allais dire thérapeutique, parce que je suis médecin ». « S'il avait été mis en examen un mois avant, il aurait pu dire je me retire. Mais là, dire qu'il sera mis en examen deux jours avant la date limite de dépôt des signatures... » s'étonne le chirurgien. Il ajoute : « Et pour mettre qui à sa place ? » La droite manque en effet d'un plan B qui fasse l'unanimité ou suffisamment crédible pour reprendre le flambeau. Mais « divers point de vue » ont été exprimés en petit comité avant la déclaration, selon un parlementaire...

Morano : « Je vis mal cette campagne »

Nadine Morano a fait aussi le déplacement. Celle qui soutenait Nicolas Sarkozy défend François

Fillon. Mais sans la même abnégation que ses plus proches soutiens. Soutient-elle sa décision ? « C'est sa décision et il la prend en conscience. Il en mesure à la fois les risques, à la fois les chances et le devoir qui doit être le sien au service de la France » affirme Nadine Morano... Elle ajoute : « Il fera tout pour ne pas faire perdre notre famille politique. Il sait que l'enjeu est trop important. On est vraiment dans une opération inédite. C'est du jamais vu. C'est une campagne présidentielle que je n'aime pas. Je la vis mal, comme beaucoup. Comme les Français, les militants ». Regardez :

Nadine Morano "vit mal" la campagne présidentielle

<http://dai.ly/x5dkxof>

Un autre a l'air de ne pas bien vivre non plus la campagne. C'est Bruno Le Maire. Il lâche le candidat, au nom du « respect de la parole donnée ». Dehors, la sirène des pompiers a sonné, comme chaque premier mercredi du mois, à midi. Et comme il y a un mois, lorsque François Fillon réunissait les parlementaires pour dénoncer « un coup d'Etat institutionnel » et continuer sa campagne. Un jour sans fin.

publicsenat.fr

**A Suivre...
La Presse en Revue**

LAPRESSEENREVUE.EU